

Engagement politique populaire dans un Tchad connecté

Mirjam DE BRUIJN

Introduction

L'automne 2014 a été marqué par de nombreuses manifestations au Tchad. Était-ce là un nouvel élan ou le début d'une nouvelle époque ? Les manifestations à Moundou, Sarh et N'Djamena en novembre 2014 contre la montée des prix du pétrole et des denrées alimentaires étaient-elles de nouvelles insurrections contre le régime fort du président Idriss Déby et de son entourage ? Quoi qu'il en soit, ces manifestations ont conduit à des actes de répressions contre des jeunes, des étudiants et des élèves. Ce qui, malgré tout, n'a pas mis fin aux soulèvements. Ainsi, la période 2015-2016 a également été jalonnée de manifestations, dont le point culminant fut atteint pendant les trois mois précédant les élections d'avril 2016. Ces manifestations se sont également étendues à la diaspora tchadienne dans différents pays, avant d'atteindre les médias internationaux. Après la réélection ~~frauduleuse~~ du président en exercice, lesdites manifestations ont disparu des radars du répertoire civique. De moins en moins d'activités sont signalées et Internet a été coupé pendant plus de six mois. Le titre d'un article de la journaliste indépendante Céline Hick résume la situation : « Les manifestations tchadiennes s'effacent dans la mémoire tandis que Déby renouvelle son pouvoir ».

BRANCH et MAMPILLY (2015) définissent les mouvements africains survenus de 2000 à nos jours comme la troisième vague de soulèvements. Ces soulèvements s'inscrivent dans une dynamique politique selon laquelle les populations n'acceptent plus les régimes dictatoriaux à parti unique mis en œuvre dans de

nombreux pays africains. Ils appellent à une analyse de ces soulèvements qui vont au-delà de la classe moyenne. Ces soulèvements sont populaires par nature et touchent en grande partie des jeunes. Le présent chapitre explique comment les jeunes sont au cœur des mouvements tchadiens, en particulier à travers l'utilisation qu'ils font des nouvelles technologies de la communication, la téléphonie mobile et les médias sociaux, autrement dit à travers l'espace numérique. L'utilisation par ces jeunes des TIC (Technologies de l'information et de la communication), en particulier les téléphones portables et les médias sociaux, est devenue un facteur important dans l'organisation et la gestion des mouvements. EKINE (2010) décrit le rôle qu'ont joué les SMS (*Short Message Service*, texto) dans les soulèvements en Afrique. Avec les médias sociaux, ce processus est appelé à s'intensifier davantage (IWILADE, 2013).

Le cas tchadien met en question le pouvoir de ces médias et les soulèvements qui en résultent dans la création de changement sociopolitique. En effet, le changement sociopolitique tant attendu par les jeunes, à savoir le changement de régime, n'a jusqu'ici pas vu le jour. Toutefois, le changement sociopolitique est beaucoup plus subtil qu'on ne le pense. En effet, il est la somme de multiples petites décisions que les gens prennent. La prise de décision est basée sur l'histoire/le parcours personnel de chacun, de même que les perspectives futures que l'on envisage. C'est la somme de toutes ces décisions qui peut conduire aux changements sociopolitiques (plus collectifs) (JOHNSON-HANKS, 2002). Dans ce chapitre, je questionne les changements dans le pouvoir d'action politique (CHABAL, 2009) de la jeunesse comme conséquence des soulèvements qu'ils ont vécus avec l'aide des TIC.

Un tel élément du changement sociopolitique se cache dans la manière dont les flux d'informations sont aujourd'hui canalisés dans le nouvel espace politique créé par les médias sociaux et les technologies de la communication. Avec la présentation de deux études de cas concernant l'organisation de manifestations grâce à Internet, ce chapitre tente de comprendre comment les nouveaux flux d'information – par le biais d'Internet – créent un nouvel « espace » pour l'échange et l'organisation de mouvements sociopolitiques et quelle interaction cela a-t-il avec les préoccupations politiques de la jeunesse et par ricochet, comment cela conduit au changement sociopolitique.

Un travail d'information

Dans son livre *Communication power*, CASTELLS (2009) s'interroge sur la manière dont les nouveaux médias et les TIC interfèrent avec le pouvoir de la communication, se demandant s'il s'agit bien d'une force de démocratisation, donnant le pouvoir au peuple. Les flux de communication

et d'information sont étroitement liés (GLEICK, 2011). Les processus et actions qui créent les flux d'information et les processus de communication sont ancrés dans des dynamiques politiques et sociales, dirigées par des individus qui utilisent l'espace numérique et les nouvelles TIC pour diffuser leurs messages et lancer des appels à l'action. Par conséquent, nous pouvons qualifier cela de « travail d'information », de dynamiques socialement et politiquement informées qui sont, dans certains cas, manipulées délibérément. Le travail d'information est dérivé de la façon dont Fabian définit le travail de mémoire. La mémoire n'est pas « quelque chose » de neutre. Au contraire, elle est structurée par la personne qui se souvient de ses interprétations subjectives du passé et du futur (FABIAN, 2003). La mémoire devient un processus dynamique qui peut avoir plusieurs aboutissements.

Le travail d'information est avant tout « un travail » des populations, avec leurs propres idées, objectifs et perspectives d'avenir. La « création » de l'information est alors un processus dynamique qui se développe dans un contexte technicopolitique. Dans ce chapitre, nous estimons que les progrès des TIC conduisent à un type de travail d'information différent, à mesure que « l'espace » change. Toutefois, le caractère de cet espace différera considérablement entre dictature et démocratie, même si l'on s'attend à ce que l'espace Internet conduise à la démocratie populaire. Par exemple, la censure, les mécanismes de contrôle sont plus courants dans les médias officiels tels que les journaux, la radio ou la télévision. Le contrôle du téléphone portable et des flux de communication et d'information liés aux médias sociaux s'est avéré être beaucoup plus difficile. Le travail d'information crée-t-il une dynamique similaire à celle de « radio-trottoir » (rumeur publique ; nouvelles officieuses ; discussion populaire et non officielle de questions d'actualité qui n'est contrôlée par aucune structure officielle) (ELLIS, 1989) ? L'activisme, la protestation et l'engagement en ligne sont-ils une nouvelle forme de « de trottoir d'informations » ou de « radio-trottoir » ? Le « radio-trottoir » a pour fonction sociale et politique de combler les lacunes des informations politiques les plus importantes et les plus récentes (ELLIS, 1989). En quoi les activités en ligne se distinguent-elles du journalisme citoyen, dans lequel les observations des citoyens constituent des nouvelles (MUTSVAIRO, 2016) ? Les espaces mobile et en ligne remplacent-ils l'espace physique du trottoir ? Cette dynamique est-elle également liée aux nouvelles formes d'action politique (CHABAL, 2009) et au changement sociopolitique ? Ces questions sont abordées dans le présent chapitre, sur la base de recherches ethnographiques de terrain au Tchad et dans l'espace de communication numérique entre 2014 et 2016.

Dans ce qui suit, je décrirai deux périodes de l'histoire récente des manifestations au Tchad : mars 2015 et février-mars 2016. Ce sont là deux périodes que je qualifierais de moments intenses d'informations et de manifestations dans un environnement politiquement incertain et qui sont donc particulièrement appropriées pour être examinées. Mais, tout d'abord, examinons la méthodologie de ce travail.

« Faire » de l'ethnographie dans l'espace en ligne et hors ligne

Les données sur lesquelles est basé le présent chapitre proviennent d'échanges Facebook que j'ai sauvegardés sous forme de captures d'écran, d'échanges et d'interviews avec des personnes actives sur Facebook, de conversations par le biais du téléphone portable, d'observations pendant et peu après les événements présentés ci-dessous. En effet, j'étais engagée dans des échanges Facebook en tant que membre de groupes fermés et ouverts avec « des amis Facebook ». Avec certaines des personnes de ces groupes d'amis, j'avais aussi des liens dans la vie quotidienne à N'Djamena, la capitale du Tchad. La combinaison d'observations en ligne et hors ligne sert de triangulation dans ce cas.

L'ethnographie sur le Net (Internet) est une méthodologie en phase de développement. Elle est très volatile et évolue d'autant plus rapidement que les taux de connectivité et le développement technologique sont rapides. La « netographie », introduite par Kozinets (2009), propose l'ethnographie purement sur le Net, sous forme numérique. Toutefois, le Net (le réseau) n'est pas séparé de la vie réelle, de la vie hors-ligne. Ces deux mondes, en ligne et hors ligne, sont de plus en plus un monde unique pour tous ceux qui y participent (MILLER, 2011). L'anthropologie numérique (HORST et MILLER, 2012) devrait combiner les deux mondes. Le numérique devient un champ social, comme le « village », mais surtout en interaction avec le « village ». En ethnographie, la bonne compréhension des personnes et de leur contexte est au cœur des données. Si la communication mobile ou les échanges sur les médias sociaux sont un « terrain », cela signifie que l'ethnographie sur ce terrain inclut la compréhension des acteurs, de leurs actions, le terrain lui-même et son devenir historique. Comprendre le travail d'information dans le contexte technicopolitique du Tchad implique tout cela. Les données ethnographiques comporteront alors les flux d'informations, les circuits et les échanges correspondants, c'est-à-dire en ligne et hors ligne.

Dans ce cas, l'espace est l'environnement numérique, les médias sociaux et la communication mobile au cours de laquelle l'utilisateur explore, agit et réagit. Mais cet espace est intégré dans un monde réel plus vaste. Le travail d'information fait partie de ce monde réel. Il peut être identifiable et interprété dans l'ethnographie. Le travail d'information crée ses propres circuits et cercles de communication, en utilisant les anciens et nouveaux médias. Dans cette compilation, les relations de pouvoir sont (re)définies (CASTELLS, 2009). Ce nouvel espace pour la circulation de l'information aura sa propre réglementation. C'est cet espace qui deviendra alors notre terrain pour faire de l'ethnographie.

Liberté d'expression

Dans cette section, je vais faire une esquisse du paysage médiatique au Tchad, de la connectivité Internet et de l'utilisation des médias sociaux et de la téléphonie mobile. L'interaction entre différents médias, classiques et modernes, fait partie de l'action politique de la jeunesse. De plus, le contexte politique, dans lequel les médias se trouvent, définit en partie comment et quand les populations agissent et réagissent dans les médias.

Sous le régime du président Déby, arrivé au pouvoir en 1990, le paysage médiatique et les possibilités d'échanges se sont démocratisés dans une certaine mesure. Sous la pression de la communauté internationale pour le décentraliser et démocratiser, le Tchad a également tenu des référendums constitutionnels et des élections, et un système de multipartisme fut instauré dans le pays. Dans ce climat, la presse a également gagné en liberté. En contraste avec la période de dictature du président Habré (1984-1990) et les périodes de conflits et de guerre qui ont dominé le climat politique au Tchad depuis les indépendances en 1960, cela constituait un grand changement (BUIJTENHUIJS, 1998).

Toutefois, tout cela ne s'est avéré n'être qu'une partie d'un plan sur le papier car il est vite devenu clair que le régime de Deby n'était autre qu'une dictature, mais en habit démocratique. Les éléments patents de cette dictature « démocratique » sont l'hégémonie du MPS (Mouvement patriotique du salut), le parti du président, la concentration des richesses (l'argent du pétrole) dans les mains d'une minorité – essentiellement le clan du président –, les changements constitutionnels pour permettre au président d'être réélu, et le pouvoir croissant de l'ANS (Agence nationale de sécurité, services secrets). Dans un tel contexte politique, la communication et l'échange d'informations sont empreints à la fois d'une dynamique de confiance et de méfiance (SELI, 2014 ; ADOUM 2017).

En 2015-2016, période sur laquelle porte le présent chapitre, certains des médias écrits critiquaient ouvertement les actions de la présidence, dénonçaient les cas de corruption etc. Cette pratique est autorisée tant qu'elle ne porte pas atteinte directement au président ou à son entourage. Néanmoins, les arrestations arbitraires de journalistes sont fréquentes (Amnesty International, 2017). De plus, après les élections ~~frauduleuses~~ d'avril 2016, les arrestations de jeunes et de journalistes, l'interdiction des manifestations ont montré le peu de place dont disposaient les voix critiques autorisées par le régime. Les œuvres artistiques de protestation sont autorisées dans un cercle restreint. Comme le déclarait un jeune artiste dans une interview : « Ils nous permettent de chanter les chansons que nous voulons, tant que cela ne se fait pas à leur radio » (interview réalisée en mars 2014). Ainsi, il admet également au cours de cet entretien, ce que j'ai découvert lors des nombreuses réunions et promenades dans les quartiers périphériques de N'Djamena : les échanges sur la politique et les problèmes se font dans les bars, lors de réunions à la maison, toujours en mode hors ligne. Il s'agit là

d'un « trottoir » important pour l'analyse des nouvelles, le plus souvent autour d'une bière.

Une enquête que nous avons menée en novembre 2015 parmi les jeunes de N'Djamena avait montré que seulement 22 % des jeunes de N'Djamena avaient, sur une base régulière, accès aux médias sociaux à travers les téléphones portables. De plus, les coûts de la connexion Internet sont très élevés (BRUIJN *et al.*, 2017). Néanmoins, comme nous le montrerons dans ce travail, il semble que ce groupe limité en effectif réalise beaucoup de choses en combinant l'accès à Internet avec d'autres moyens de communication. Il est clair qu'Internet et, en particulier, les médias sociaux, sont compris par ces régimes comme des espaces d'expression libérale (de trop) ayant le pouvoir d'organiser des manifestations, d'influencer les jeunes, etc. Lors d'une discussion avec les jeunes en octobre 2017 sur l'influence des médias sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie sociale et économique des jeunes, un constat critique a été fait que le prix élevé de la connexion Internet et l'accès limité, de même que la mauvaise qualité de la connexion sont aussi des actes délibérés du gouvernement. Néanmoins, Facebook est devenu un espace de rassemblement important pour une partie de la jeunesse, qui utilise tous les moyens pour obtenir cet accès. Ils ont hâte d'être connectés pour recevoir des informations, rechercher des opportunités pour participer à des conférences et à des ateliers de formation. Quand Internet a été coupé pendant près de 6 mois lors et après les élections d'avril 2016, les jeunes ont trouvé le moyen de contourner cela en utilisant un VPN (*Virtual Private Network*, réseau privé virtuel).

Par conséquent, la recherche sur la relation entre la connexion Internet et l'action politique se focalise forcément sur la jeunesse connectée. Quelle est leur relation avec la situation sur le terrain ? Ces jeunes sont-ils capables d'influencer le cours des événements sur le terrain ? Sur quel « trottoir » opèrent-ils ?

Mars 2015 : début d'une nouvelle ère de manifestations politiques

En mars 2015, le gouvernement tchadien a adopté une loi obligeant les conducteurs de moto à porter un casque. Quand on considère le nombre d'accidents qui ont lieu avec ces motos servant de taxi, cela paraît une mesure pouvant contribuer à améliorer la qualité de vie en ville. Et pourtant, l'imposition du casque a provoqué une série d'événements que l'on pourrait qualifier de nouvelle étape dans les mouvements de contestation au Tchad. Le port du casque est devenu une excuse pour des hommes d'affaires (ou était-ce également la police ?) pour augmenter les prix des casques à un niveau tel qu'en fait personne ne pouvait facilement s'en procurer. En outre,

il est devenu un prétexte pour arrêter des jeunes motards et leur faire payer des amendes. Ces événements ont eu d'autant plus d'impact sur le secteur des mototaxis que celui-ci est l'un des rares secteurs où beaucoup de jeunes, et même des moins jeunes, qui seraient autrement au chômage, trouvent leurs moyens de subsistance. Les jeunes constituent une majorité dans la population urbaine. Pour eux, l'introduction d'une loi sur le port du casque n'était qu'un autre moyen de les exploiter. Et, par conséquent, ils étaient prêts à manifester. Le 9 mars 2015, la police tchadienne fit irruption dans une école, tua trois jeunes hommes et arrêta environ 30 personnes. La raison de cette irruption était qu'elle soupçonnait les étudiants d'organiser une manifestation. On ne sait pas si cela était vrai mais, avec cette action, le gouvernement a créé un environnement dans lequel les jeunes étaient encore plus motivés à prendre d'assaut la rue. C'est ce qu'ils firent lors de l'enterrement de l'un des jeunes hommes qui avait été fusillé le 11 mars. Cette manifestation eut cependant une conséquence que personne n'avait prévue. En effet, la police a écrasé la manifestation avec des canons à eau, du gaz lacrymogène et des balles réelles. Des jeunes ont été arrêtés et, encore une fois, un jeune homme a été tué.

Les 9 et 10 mai, les échanges de SMS n'étaient pas possibles et la communication par téléphone mobile était suspendue. Entre-temps, une vidéo montrant comment les jeunes étaient traités en prison a été chargée sur Facebook (encadré 1). Le 12 mars, Al Jazeera, la chaîne internationale de télévision qatarie, diffusait la même vidéo. Des publications sur Facebook appelaient à la prise d'actions, exprimaient leur chagrin, accusant le gouvernement et témoignant de leur solidarité. Les utilisateurs de Facebook, dans ce cas précis, étaient les jeunes urbains, ainsi que ceux de la diaspora. Les événements locaux de N'Djamena devenaient ainsi l'actualité mondiale et s'étendaient non seulement à d'autres villes tchadiennes, mais également à l'Europe et au reste du monde, obligeant la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement tchadien. Le blog Makaila – du nom d'un blogueur tchadien expulsé, mais très bien suivi par la jeunesse tchadienne – était très actif et écrivait chaque jour sur les événements. Plus tard, la BBC (British Broadcasting Corporation), RFI (Radio France internationale) et d'autres médias internationaux firent des reportages sur ces événements. Les messages Facebook de citoyens tchadiens se mêlèrent à ceux des médias officiels.

Encadré 1

Message posté sur Facebook en réaction à une vidéo sur les violences en prison (mai 2015).

Tchad/Barbarie policière : « Regardez cette vidéo. Que diront les responsables du régime policier MPS face à cette vidéo où des policiers tabassent de jeunes élèves comme des animaux ? En regardant cette image, les responsables politiques qui passent leur temps à mentir nuit et jour au peuple doivent être interpellés. Les responsables des partis [...] »

Croquemort, un artiste de slam très célèbre auprès de la jeunesse tchadienne, a interprété cette situation dans un texte de slam qui reflète les émotions et les préoccupations de la jeunesse et des autres populations du Tchad. À cette époque, il vivait ~~aux Pays-Bas~~, mais partagea l'audio de la chanson avec ses amis à N'Djamena. Le slam a été rendu public sur YouTube¹. À partir de là, la chanson fut transmise aux téléphones portables à travers Bluetooth. Plus tard, Croquemort eut l'opportunité d'interpréter ladite chanson à N'Djamena, en la faisant participer à la mémoire de la triste histoire de mars 2015 :

« Je voudrais porter un casque,
Celui du dialogue entre le pouvoir et la population,
Qui met face à face nos problèmes et leurs solutions,
Qui répond au cri de la jeunesse
Par de vraies promesses
Et non par des tirs de lacrymogènes,
Des assassinats, des arrestations sans gêne.
Je voudrais porter un casque,
Celui qui lutte contre le chômage,
Qui châtie le marchandage
Dans les couloirs de la fonction publique
Ou dans les bureaux des flics.
Je voudrais porter un casque,
Celui qui assure la liberté d'expression,
Qui nous laisse parler de douleur, de déception,
Qui n'étouffe pas nos convictions,
Qui fait entendre la voix de la population.
Je voudrais porter un vrai casque,
Pas juste une sorte de masque. »

Les conséquences de la publication de la vidéo et la grande attention que reçut l'affaire après sa publication sur Facebook ont beaucoup surpris la population tchadienne (encadré 2). Jusque-là, les actes de torture ou encore les arrestations étaient simplement dissimulés et atteignaient à peine le domaine public. Tout cela a effectivement provoqué de sérieuses questions à l'attention du gouvernement, qui a réagi en renvoyant le chef de la police. Ces actes ont également été condamnés à la télévision nationale. Enfin, la population reçut non seulement ce à quoi elle avait droit, mais ces événements ont également fait débiter une nouvelle ère de manifestations politiques au Tchad.

1. <https://www.youtube.com/watch?v=UfvYG3fH-0A>, le 19 mars 2015, 2 000 visites.

Encadré 2 Protestation ouverte sur Facebook (mars 2015).

Le 13 mars 2015 à 15 h 46, un membre de Facebook publiait le message suivant, dans un langage de rue (sic) :

« Nos vrais militaires sont là bas o cameroune et nigeria entr l de torturé boko HARAM et les salo qui sont là ici pays nous font de la merde, permettez moi de fucké la police du bled. o lieu d'assuré notre sécurité, ils arachent tt nos biens et tues nos élèves et étudiant. J'encul une fois de plus l'idée de la portée des casques, chuis en boul et j'ai la rage de supprimé le ministère de la securité dans mn pays. »

Dans son analyse, un autre utilisateur de Facebook prédisait l'avenir : « [...] après une brève analyse cérébrale, je suis arrivé à la conclusion qu'il s'agirait d'une goutte d'eau qui a fait déborder le vase. À voir plus loin, il ne s'agit pas juste d'une manifestation contre le port de casque, mais plutôt de l'expression d'une situation qui perdure et que personne ne peut ou ne veut nommer. [...] Si cette crise perdure, elle deviendra contagieuse, insurrectionnelle et incontrôlable. Alors, on ne nous dira pas qu'on n'a pas tiré la sonnette d'alarme. »

En effet, d'autres manifestations furent préparées par les jeunes et les discussions sur Facebook et dans les bars se sont poursuivies. Au cours de 2015 et des premiers mois de 2016, les manifestations dans les villes et parmi la diaspora tchadienne se sont intensifiées davantage, notamment de janvier à avril 2016, au moment des élections présidentielles.

Diaspora et politique intérieure

Les premiers mois de 2016 ont été une période de grande contestation politique au Tchad, marquée par la « marche républicaine de la jeunesse tchadienne ». La course à la présidence avait commencé. Des élections étaient prévues pour le 10 avril 2016. Les mouvements de jeunes, tels que Camojet (Collectif des associations et mouvements de jeunes du Tchad), et Iyina, qui venait d'être fondé, ainsi que d'autres groupes de la société civile étaient de plus en plus certains que le président en exercice, Idriss Déby, ne gagnerait pas cette fois-ci les élections. La force et la puissance de ces organisations étaient en augmentation, un processus qui avait commencé par le soulèvement contre le port de casque en mars 2015. Mais il s'agissait certainement aussi du résultat d'un sentiment général de misère qui touchait également les classes instruites de la société. La crise économique de plus en plus ressentie en raison de la baisse des prix du pétrole, a entraîné le

non-paiement de plusieurs mois de salaires, de bourses d'études, etc. Cette crise économique était aggravée par la crise sécuritaire suite aux attaques de Boko Haram et par la peur générale des mouvements djihadistes. La criminalité était à la hausse dans les villes. La situation était grave. Les populations sentaient qu'elles avaient des raisons de se battre et un avenir à défendre. De nombreuses actions avaient été organisées en février. Elles devaient servir à la fois d'avertissements pour les prochaines élections et de manifestations contre la situation de crise : opération « ville morte », coups de sifflet matinaux, manifestations contre le non-paiement des salaires, etc. Toutes ces manifestations étaient organisées par le trio : société civile, mouvements de jeunes et Tchadiens de la diaspora. Le rôle des SMS, des appels téléphoniques et des médias sociaux était devenu primordial. Je donne, ci-dessous, plus de détail sur la façon dont tout cela était organisé à travers la présentation d'une manifestation.

L'une des mesures prises par le gouvernement a été l'arrêt de l'intégration des jeunes diplômés dans la fonction publique, qui est l'une des opportunités pour la jeunesse majoritairement sans emploi. À cause de cela, l'association Camojet prit les devants en appelant à une marche pacifique le 6 février 2016, pour demander le droit des citoyens d'être intégrés dans la fonction publique. L'appel à manifestation a été annoncé sur Facebook. Comparée aux appels précédents, tels que ceux de mars 2015, la campagne Facebook qui a vu le jour était plus professionnelle. Les appels contenaient beaucoup d'informations concrètes sur les heures des différentes actions et ciblaient un large public.

Lors de cette campagne, Abel Maina était l'un des principaux acteurs sur Facebook. Vivant à Paris, il consacre sa vie à l'activisme, le rendant *persona non grata* au Tchad. Maina s'est impliqué énormément dans la campagne et l'organisation de la marche. De Paris, il publie des messages dans lesquels il annonce où et quelles activités se dérouleront dans les différentes villes du Tchad. Il rend également compte des irrégularités du régime, par exemple, comment, le 5 février, la police avait écrasé une petite manifestation de lycéens. Il publie des images, décrit des événements et donne des chiffres exacts. Il fait des annonces et donne des faits. Lorsque la marche a lieu le 6, il publie des vidéos montrant ce que la police fait afin d'empêcher la manifestation. Il est évident que Maina dispose d'informations directes provenant de personnes sur le terrain. Il fait également partie des personnes qui dirigent et entretiennent les événements. J'ai suivi Maina de près dans ses actions. Mais il n'était pas la seule personne de la diaspora parisienne à s'être investie dans ces manifestations et à avoir pris les commandes à partir de l'extérieur.

Maina faisait partie des membres fondateurs de Camojet. Après avoir fui le Tchad, il devint une figure centrale du groupe de militants tchadiens vivant à Paris. Ces derniers reçoivent les leaders de la société civile du Tchad qui se rendent régulièrement à Paris. Au cours de ces réunions, l'évolution de la situation, de nouvelles stratégies sont au menu des discussions. Des liens sont tissés avec les Tchadiens de la diaspora au Cameroun, au Canada et dans

d'autres pays. Après tout, la connexion Internet est parfaite à Paris ! Quand je demandai à Maina comment il organisait ses activités, il me répondit que le contact par téléphone portable avec des personnes sur le terrain était essentiel. Il effectue de nombreux appels avec des leaders des mouvements et des amis au Tchad, ainsi qu'avec des personnes prêtes à lui fournir des informations. Sa facture de téléphone a explosé pendant cette période.

Lors des manifestations du 6 février, 17 personnes ont été arrêtées. C'est à ce moment-là que la manifestation a attiré l'attention de RFI et a fait son entrée dans le circuit des informations internationales². De même, *Jeune Afrique* a fait des reportages sur les conséquences de la marche. En outre, des rapports ont été rédigés par des journaux en ligne qui ont leurs bureaux au Tchad. Et certains blogueurs (la plupart vivant hors du Tchad) rendaient compte de ce qui se passait dans le pays.

Les 17 personnes en état d'arrestation ont été condamnées après les élections (précisément le 14 avril) à 4 mois d'emprisonnement.

Les messages sur Facebook pendant cette période étaient des « appels aux armes » et envoyaient en même temps un message d'espoir : le changement viendrait ! En effet, juste avant les élections, il y avait un sentiment d'espoir, un espoir de changement politique qui semblait avoir rendu les utilisateurs de Facebook plus ouvertement critiques. Toutefois, cet espoir a été vain lorsque les résultats des élections, également suivis par Maina et son groupe sur Facebook, ont été clairement manipulés par le régime. Au lieu de 30 % de voix qui, selon le décompte de Maina, revenaient à Idriss Déby, ce dernier revendiquait 60 % des suffrages et était, de ce fait, élu président dès le premier tour du scrutin. Pendant les élections et presque 6 mois après, le réseau Internet a été coupé. Maina et beaucoup de ses amis au Tchad sont convaincus qu'ils avaient fait le bon décompte. Les résultats des élections ont été suivis de près et diffusés via les médias sociaux. Toutefois, ils n'ont finalement pas eu le pouvoir de communiquer et leur circuit d'information n'a pas été reconnu. Seul l'ancien circuit, dirigé par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante, organe de contrôle national des élections), avait le pouvoir de communiquer le « bon » résultat des élections.

Conclusion : puissance d'un nouveau canal d'information

Dans ce chapitre, j'ai essayé de comprendre les activités d'information. Je n'ai pas analysé le contenu des informations circulant dans les médias

2. <http://www.rfi.fr/afrique/20160207-tchad-arrestation-militants-manifestation-ndjamena-camojet>

sociaux et par SMS/téléphonie mobile, mais plutôt la manière dont elles circulent, créant de nouvelles relations dans des réseaux d'échanges, c'est-à-dire la manière dont elles sont traitées et sur quels canaux. Les deux études de cas ont révélé des éléments « de travail d'information » : les médias sociaux, en particulier Facebook, en combinaison avec la communication par la voix et les SMS à travers le téléphone mobile, sont devenus le nouveau canal du travail d'information (circulation et connexions) par les jeunes au Tchad et parmi la diaspora tchadienne. Cela a conduit à l'organisation de manifestations et de mini-soulèvements, ce qui n'aurait pas été possible à travers les anciens médias et les canaux officiels. Le nouveau canal diffère des anciens en ce sens qu'il n'est pas contrôlé de la même manière. Ce journalisme citoyen joue un rôle prépondérant. Aussi bien dans le cas de la publication des vidéos que dans le suivi des élections, il s'agit de formes de journalisme citoyen qui informent ce canal alternatif où l'État n'a pas le contrôle, pas plus que les agences nationales ou internationales d'information. Toutefois, les informations provenant du nouveau canal alimentent les médias traditionnels, comme les journaux, la radio et la télévision. Le canal numérique/Internet interagit également avec l'ancien canal qui était sous-entendu dans le concept de « radio-trottoir ». Les échanges sur les réseaux sociaux sont-ils comparables à ceux dans les bars et dans la rue, ainsi qu'avec l'expression des arts populaires (exemple des textes de slam) ? Comme l'ont démontré les études de cas présentées dans ce chapitre, ces canaux sont interconnectés. Les jeunes qui accèdent à Facebook sont souvent en relation avec ceux avec qui ils partagent une bière dans les bars ou avec qui ils ont des contacts dans le quartier lors de rencontres variées, par exemple lors de concerts et sur les podiums d'arts urbains/de hip-hop.

La figure 1 est une tentative d'esquisse de l'interaction entre les différents canaux ou ceux qui étaient en jeu lors des événements que j'ai décrits dans ce chapitre. Il s'agit également d'un reflet de la dynamique d'interactions qui fait partie du travail d'information. Bien qu'il y ait seulement 22 % de jeunes connectés aux médias sociaux, et donc aussi en relation avec les médias internationaux et les appels sur Facebook, ils communiquent avec des « jeunes ordinaires » qui, à leur tour, interagissent également avec des citoyens non connectés. Les médias internationaux sont également liés à ces circuits. Les médias contrôlés par l'État ont une influence sur le travail d'information sur le terrain, notamment par le biais des services secrets. Et comme le montrent tristement les résultats des élections, les nouveaux médias, avec leur nouveau canal et la création de nouvelles et de connexions, n'ont pas (encore) le pouvoir d'imposer un changement politique majeur. Les médias traditionnels, quant à eux, disposent du pouvoir de la dictature et, bien que la vidéo ait porté un coup dur à ce pouvoir, les arrestations qui ont suivi les manifestations du 6 février et la suspension d'Internet sont des exemples clairs de la façon dont le régime a toujours le pouvoir et contrôle la communication.

Le changement sociopolitique est subtil. Ce que j'ai essayé de montrer avec l'analyse des deux cas en ce qui concerne les canaux et le travail d'information, c'est que la connexion Internet ouvre en effet une nouvelle voie où sont présentes des interactions qui n'étaient pas possibles auparavant, où circulent des flux d'informations qui ne circulaient pas auparavant. Le travail d'information relie ces flux à d'autres canaux (plus anciens). Ces changements dans les canaux et le travail d'information connexe ont une influence sur l'action politique des principaux acteurs tels que Maina, Croquemort ou les jeunes qui rejoignent les manifestations ou qui ont simplement une opinion différente dans les bars. Toutefois, dans le cas du Tchad, l'environnement politique de contrôle par l'État fait que ces changements ne peuvent aboutir à de grandes actions et ne conduiront finalement pas (encore) à un changement de régime. Néanmoins, des changements sociopolitiques plus subtils ne peuvent pas être niés et sont implicites dans les prédictions de ce participant sur Facebook susmentionné : « [...] Si cette crise perdure, elle deviendra contagieuse, insurrectionnelle et incontrôlable. »

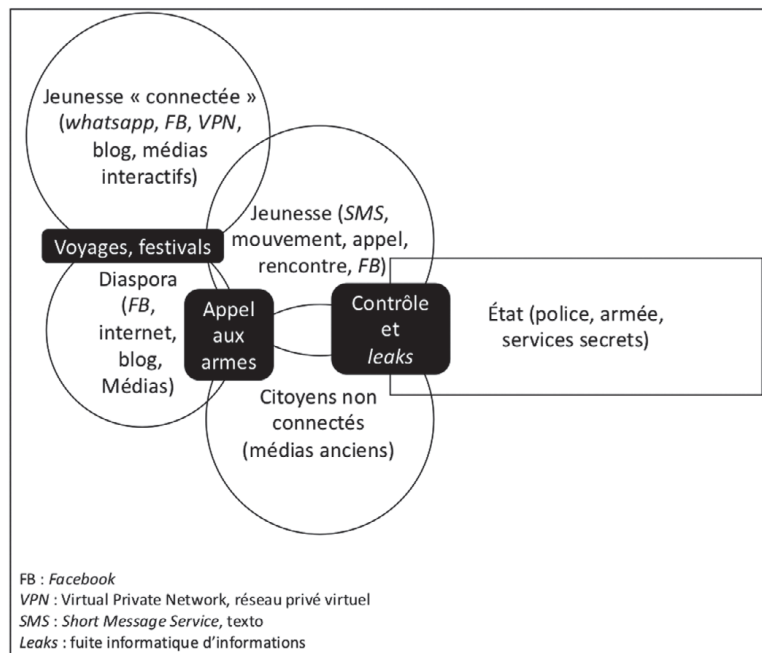


Figure 1
2015-2017 : circuits d'information et de communication, Tchad, N'Djamena.

Références

- ADOUM S., 2017**
Communication and Violence in Chad: the case of Moyen-Chari and the Guera (1900-2010). Thèse de doctorat : Université de Leyde.
- AMNESTY INTERNATIONAL, 2017**
Chad: Between Recession and Repression: The rising costs of dissent in Chad. Numéro d'index : AFR 20/7045/2017, 14 septembre, 52 p.
- BRANCH A., MAMPILLY Z., 2015**
Africa Uprising, popular protest and political change. Londres : ZED Books, 272 p.
- BUIJTENHUIS R., 1998**
Transition et élections au Tchad. 1993-1997. Paris, Karthala, 372 p.
- CASTELLS M., 2009**
Communication Power. Oxford : Oxford University Press, 624 p.
- CHABAL P., 2009**
Africa: The Politics of Suffering and Smiling. Londres, New York, Zed Books, 224 p.
- BRUIJN DE M., 2016**
« Citizen Journalism at Crossroads: Mediated Political Agency and Duress in Central Africa ». In Mutsvairo B. (ed.), *Participatory Politics and Citizen Journalism in a Networked Africa, a connected continent*, New York, Palgrave Macmillan: 90-104.
- BRUIJN DE M., 2017**
« Mediated Political Agency in Contested Africa ». In Hjorth L., Horst H., Galloway A., Bell G. (ed.), *The Routledge Companion to Digital Ethnography*, New York, Routledge: 396-405.
- BRUIJN DE M. et al., 2017**
Croquemort. *Bridging Humanities*, 1 (1) [en ligne].
- BRUIJN DE M., SANGARÉ B., PELCKMANS L., 2015**
Communicating War in Mali, 2012: On Offline networked political agency in times of conflict. *Journal of African Media Studies*, 7°(2) : 109-128.
- EKINE S. (ÉD.), 2010**
SMS Uprising: Mobile Activism in Africa. Oxford, Fahamu, Pambazuka Press, 174 p.
- ELLIS S. D. K., 1989**
Tuning to pavement radio. *African affairs*, 88 (352) : 321-330.
- FABIAN J., 2003**
Forgetful Remembering: A Colonial Life in the Congo. *Africa: Journal of the International African Institute*, 73°(4) : 489-504.
- GLEICK J., 2011**
The Information, A history, A Theory, A Flood. New York, Pantheon Books, 544 p.
- HORST H., MILLER D., 2012**
Digital Anthropology. Londres, New York : Berg Publishers. 328 p.
- IWILADE A., 2013**
« Crisis as opportunity: youth, social media and the renegotiation of power », *Journal of Youth Studies*, vol. 16, n° 8, p. 1054-1068.
- JOHNSON-HANKS J., 2002**
On the Limits of Life Stages in Ethnography: Toward a Theory of Vital Conjunctions. *American Anthropologist*, 104°(3) : 865-880.
- KOZINETS R. V., 2009**
Netnography, Doing ethnography on line. Londres, Sage, 232 p.
- MILLER D., 2011**
Tales from Facebook. Londres, Polity Press, 220 p.
- MUTSVAIRO B., 2016**
Participatory politics and citizen journalism in a networked Africa: a connected continent. Hondsville, Palgrave Macmillan, 291 p.
- SELI D., 2014**
(Dé)connexions Identitaires Hadjeray. Les enjeux des technologies de la communication au Tchad. Leyde, Bamenda, ASC, Langaa, 246 p.